

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 11 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRMC SAS**

629 route des Carrières  
71118 Saint-Martin-Belle-Roche

Références : AC/MV/2024/C\_058  
Code AIOT : 0005400508

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement TRMC SAS implanté Pré de la Crouzette, En Mouge, En Champ de Beurne 71960 Igé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRMC SAS
- Pré de la Crouzette, En Mouge, En Champ de Beurne 71960 Igé
- Code AIOT : 0005400508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive exploitée par la société TRMC selon l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 janvier 2015.

**Contexte de l'inspection :** plainte d'une association locale.

**Thèmes de l'inspection :** situation administrative, air, prévention des pollutions des sols.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Emissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 3.1.5	Demande d'action corrective	2 mois
6	Suivi des retombées atmosphériques totales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Demande d'action corrective	2 mois
10	Règles de gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.6.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Période de fonctionnement des installations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.1.4	Sans objet
5	Plan de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
7	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.6.2	Sans objet
8	Capacités des rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.6.4	Sans objet
9	Kit de première intervention	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.6.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle du site et suite à une plainte d'une association locale qui a signalé d'importants dégagements de poussières dans la carrière en fin d'année 2023.

Suite à cette visite, l'inspection constate encore des sources d'émissions de poussières importantes liées notamment à la manipulation des produits minéraux traités, qui n'ont pas fait l'objet de mesures de réduction suffisantes.

Suite au retard pris par l'exploitant pour transférer l'ensemble des activités situées en bas de carrière avant le 01/01/2025, il lui est demandé de porter à la connaissance du préfet un planning prévisionnel du transfert des installations et de la cessation partielle d'activité qui va en découler.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction de l'emprise autorisée de la carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 61ha 34a 45ca pour une surface en exploitation de 20ha et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées).  (Tableau non inséré)  Au plus tard jusqu'au 01/01/2025, l'exploitation est constituée de deux parties : <ul style="list-style-type: none"><li>• la plate-forme des infrastructures comprenant le bâtiment d'accueil, le pont-bascule, l'atelier et poste de ravitaillement en carburant, l'installation de traitement (poste secondaire et tertiaire). Cette plate-forme située globalement au sud de la RD 134 concerne les parcelles A 312, H 1 à 11, H 242, 245, 246, 249, 250, 280 et le chemin rural dit vieille route de Cluny. Elle est dénommée plate-forme basse dans le présent arrêté.</li><li>• une plate-forme d'extraction accueillant également le poste primaire de l'installation de traitement. Cette plate-forme située au nord de la RD 134 concerne le reste de l'emprise. Elle est dénommée plate-forme haute dans le présent arrêté.</li></ul> Au plus tard à compter du 01/01/2025, l'exploitation n'est plus constituée que de la plate-forme haute qui accueillera l'ensemble des infrastructures et notamment la nouvelle installation de traitement des matériaux.
<b>Constats :</b>  D'après les éléments présentés par l'exploitant (dont un plan prévisionnel d'implantation des futures installations de traitement et voies de circulation des engins et autres véhicules autour des infrastructures), le projet de transfert des installations de la plate-forme basse à la plate-forme haute de la carrière est en cours. Selon l'exploitant les travaux de génie civil débuteraient au cours du deuxième semestre 2024. Le montage et le raccordement des installations de traitement seraient réalisés pour septembre 2025. L'exploitant prévoit une mise en service complète vers la fin de l'année 2025. Concernant les infrastructures et installations en partie basse, elles seront conservées jusqu'à la mise en service des nouvelles installations en partie haute.  L'exploitation des nouvelles installations en partie haute de la carrière ne sera donc pas effective au 01/01/2025.  Le retard est justifié par l'exploitant par différentes contraintes notamment :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la découverte récente d'une faille ou anomalie géologique au sein du gisement exploitable dont l'ampleur a dû être reconnue avant de poursuivre le projet de transfert,</li> <li>- la présence d'anarrhine (espèce protégée) inventoriée récemment sur les surfaces à extraire. L'exploitant a déposé un dossier de demande de dérogation complémentaire aux espèces protégées afin de proposer de nouvelles mesures de réduction pour sa conservation dans l'emprise,</li> <li>- la reprise du premier chiffrage financier du projet d'implantation des nouvelles installations.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant portera à la connaissance du préfet par courrier le planning prévisionnel du transfert des activités et installations en partie haute de la carrière ainsi que celui de la cessation partielle des activités sur la plate-forme basse.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation de chaque installation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après la note de désignation du personnel du 18 mars 2024 de la société TRMC, l'exploitation de la carrière est réalisée sous la surveillance de plusieurs personnes dont celles d'un directeur technique et d'un chef de carrière.</p> <p>Toutefois les postes de surveillance tels que définis dans la note portent principalement sur les règles d'hygiène, sécurité et conditions de travail au titre du code du travail.</p> <p>Par ailleurs, le chef de carrière, ayant pris son poste en 2023 sans expérience passée dans le domaine des installations classées n'a pas bénéficié de formations spécifiques aux métiers de l'environnement et en particulier à l'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement au titre du code de l'environnement.</p> <p><b>Non-conformités :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le chef de carrière n'a pas été formé à la surveillance d'installations classées et notamment de carrière,</li> <li>- les postes de surveillances indiqués sur la note de désignation des personnels ne relèvent pas directement de la prévention des risques industriels et de la protection de l'environnement dans le cadre de l'exploitation d'une installation classée soumise au régime de l'autorisation.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant indiquera dans sa réponse les actions correctives à court et moyen termes notamment en matière de formation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Période de fonctionnement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Période de fonctionnement des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7h à 19h, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.
<b>Constats :</b> Le chef de carrière tient à jour un registre journalier des périodes de fonctionnement des installations de traitement (primaire, secondaire et tertiaire) sur lequel il indique l'heure de démarrage et l'heure d'arrêt des installations de traitement qui ont fonctionné. Au vu du registre depuis le début d'année 2024, l'heure minimale de démarrage des installations est 07h30 et l'heure maximale d'arrêt est 17h30. Certains jours les installations ne fonctionnent pas dont les samedis et dimanches.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Émissions diffuses et envols de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions diffuses et envols de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit prendre des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• la réalisation des forages à l'aide d'une foreuse équipée d'un système de dépoussiérage autonome,</li><li>• un abattage des poussières sur les installations de traitement des matériaux par pulvérisation d'un brouillard d'eau au niveau du broyage et des chutes de tapis,</li><li>• un bardage de la partie criblerie de l'installation de traitement et des concasseurs du traitement secondaire et tertiaire,</li><li>• une aspiration des poussières au niveau des cribles tertiaires,</li><li>• un capotage est mis en place au niveau de certains postes tels que les entrées et sorties des concasseurs, des cribles, les jetées de tapis,</li><li>• la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne dépassent pas 3 m,</li><li>• les stockages des produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés),</li><li>• les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</li></ul> Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (dépoussiéreurs...).
<b>Constats :</b>  Suite à la dernière visite d'inspection en 2023 ayant fait l'objet de constats de plusieurs sources d'émissions diffuses de poussières importantes au niveau des installations de traitement notamment, l'exploitant a mené les actions correctives suivantes au niveau des installations de traitement secondaires et tertiaires : bouchage des trous dans le bardage, mise en place de

capotages supplémentaires au niveau de cribles et de chutes sur tapis convoyeur, mise en place d'écran de fermeture des accès piéton et de portes de fermeture coulissantes. Ces actions ont permis de réduire les émissions de poussières au niveau des installations de traitement.

Toutefois, suite à la visite, il demeure des postes générateurs de nuages de poussières :

- chute de matériaux à l'alimentation de la trémie du poste de lavage des gravillons,
- chute de matériaux au chargement de bennes sous trémie (et vraisemblablement au chargeur sur roues aussi),
- chute de matériaux sur tapis convoyeur dans un local bardé en hauteur côté accès aux installations en bas de carrière.

La cause principale de ces poussières est la présence d'un taux de fines important dans les matériaux traités (sables et gravillons principalement) qui s'envolent lors des chutes de matériaux notamment.

**Non-conformité :**

Absence ou insuffisance de moyens de réduction d'émissions de poussières au niveau des installations de traitement suivantes :

- chute de matériaux à l'alimentation de la trémie du poste de lavage des gravillons,
- chute de matériaux au chargement de benne sous trémie,
- chute de matériaux sur tapis convoyeur dans local bardé en hauteur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Plan de surveillance des retombées de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de surveillance des retombées de poussières

**Prescription contrôlée :**

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de surveillance comporte 4 points de prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 point de type (a) témoin non impacté par l'activité de la carrière,</li> <li>- 1 point de type (b) à proximité de la première habitation au sud-est sous les vents dominants (bas de carrière),</li> <li>- 2 points de type (c) en limite d'emprise autorisée en haut de carrière sous les vents dominants : au sud et au sud-est (nouvelle jauge depuis 2023).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesures sont réalisées aux périodicités requises réglementairement, par l'organisme ITGA depuis la mise en place de la surveillance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Suivi des retombées atmosphériques totales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des retombées atmosphériques totales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats au niveau de la jauge de type (b) varient depuis 2019 entre 108 et 190 mg/m<sup>2</sup>/j en moyenne annuelle.</p> <p>L'impact de l'activité de la carrière au niveau de ce point de mesure est relativement faible mais des plaintes récentes d'habitants du premier hameau potentiellement impacté car sous les vents dominants au sud-est de l'emprise (Le Domange) font état d'importantes émanations de poussières au niveau du concasseur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant mettra en place des mesures de réduction d'émissions diffuses de poussières faisant l'objet des non-conformités au point de contrôle n° 4 du présent rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>



## N° 7 : Rétention des aires et locaux de travail

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des aires et locaux de travail
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au présent arrêté. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.
<b>Constats :</b> Les sols des aires et des locaux de stockage et de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau au sein de l'emprise de la carrière sont par construction étanches (dalles béton). Ils sont équipés de seuils, murets, constitués de pentes et avaloirs destinés à la récupération complète des produits répandus de manières chronique et accidentelle. Les substances stockées et manipulées sont le GNR, l'ADBlue et les huiles moteurs (neuves et usagées). Les cuves de GNR (double paroi) sont équipées de dispositif de surveillance et d'alerte de leur étanchéité. Les cuves d'huiles sont visibles et accessibles dans des rétentions en béton permettant la surveillance de leur étanchéité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Capacités des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacités des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas, 1000 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1000 litres.</li></ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité.
<b>Constats :</b> Dans les locaux inspectés, les stockages en surface de liquides polluants et dangereux sont réalisés dans des rétentions dont les volumes sembleraient suffisants. Les rétentions ne sont pas équipées de dispositif de vidange par gravité.
<b>Observation :</b> La cuve de 10 m <sup>3</sup> de stockage du GNR équipée d'une double paroi située dans le container à proximité de l'aire de ravitaillement proche du poste de concasseur primaire ne dispose pas de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Kit de première intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Kit de première intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.
<b>Constats :</b> Des kits de première intervention permettant de récupérer en cas de déversement accidentel des liquides polluants sont présents dans chaque engin et dans le local atelier de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Règles de gestion des stockages en rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles de gestion des stockages en rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.
<b>Constats :</b> Dans les locaux inspectés, les produits associés à une même rétention sont compatibles entre-eux puisque ce sont des huiles neuves et usagées.
<b>Non-conformité :</b> il a été constaté la présence d'hydrocarbures dans la rétention du dispositif de distribution du GNR située dans le conteneur à proximité de l'aire de ravitaillement au primaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois